

1.3 Consommation et épargne des ménages

En 2018, la dépense de **consommation des Ménages** ralentit nettement en volume (+ 0,9 % après + 1,4 % en 2017) (figure 1). Ce ralentissement intervient dans un contexte de relative stabilité du pouvoir d'achat des ménages (+ 1,2 % après + 1,4 % en 2017). En effet, l'accélération de leur **revenu disponible brut** (+ 2,7 % en valeur après + 2,2 % en 2017) ne compense pas complètement l'accélération des prix (+ 1,5 % après + 0,8 % en 2017). Le revenu disponible brut des ménages augmentant plus vite que leurs dépenses de consommation, le **taux d'épargne des ménages** augmente de 0,3 point pour atteindre 14,2 % (figure 2). La consommation effective des ménages, qui inclut les dépenses directement financées par la collectivité, augmente de 0,9 % en volume après + 1,4 % en 2017.

En 2018, la part des **dépenses pré-engagées** dans le revenu disponible brut baisse légèrement pour la troisième année consécutive pour atteindre 29,2 % (après 29,3 % en 2017) (figure 3). Elle se rapproche ainsi de son niveau moyen post-crise économique : 29,2 % en moyenne sur 2008-2018. Les dépenses de logement, chauffage et éclairage représentent plus des trois quarts des dépenses pré-engagées. La dépense des ménages en loyers réels accélère en volume (+ 4,6 % en volume après + 1,5 %) en raison de la baisse de l'aide personnalisée au logement (APL), qui se traduit en comptabilité nationale par un transfert de volumes de dépense des administrations publiques vers les ménages. Le prix des loyers réels se replie de 0,7 point en 2018 en raison de la baisse du prix des loyers dans le secteur HLM (- 1,5 %), avec la mise en place du dispositif de réduction de loyer de solidarité (RLS) à l'été 2018 pour compenser la diminution

de l'APL de ces mêmes locataires. La dépense en chauffage et éclairage se replie en volume au même rythme qu'en 2017 (- 1,7 % en volume). Les températures ont en effet été plus clémentes qu'en 2017, l'année 2018 ayant été la plus chaude depuis le début du XX^e siècle.

Le tabac, l'alimentation et les boissons alcoolisées sont en net repli en 2018. La dépense des ménages en tabac recule (- 7,6 % en volume), du fait de la hausse des prix (+ 14,2 % en 2018) induite par l'augmentation du prix du paquet, celui-ci devant atteindre 10 euros à horizon 2020. Les Français consomment toujours moins de viandes (- 2,4 % en volume) et la dépense en fruits et légumes accentue son repli (- 2,5 % en volume). La dépense des ménages en vins d'appellation d'origine contrôlée et de qualité supérieure se replie elle aussi fortement en 2018 (- 9,5 % en volume). La dépense en articles d'habillement et chaussures baisse nettement (- 2,6 % en volume après + 1,4 % en 2017).

À l'inverse, l'hébergement-restauration reste très dynamique (+ 4,3 % en volume après + 5,3 % en 2017), la Coupe du monde masculine de football ayant notamment profité aux services de débit de boissons (+ 9,1 % en volume en 2018) et à la restauration rapide. Les dépenses de transports, bien que décélérant, restent un moteur de croissance de la consommation (+ 1,6 % en volume après + 3,6 % en 2017). Elles sont principalement portées par la dépense des ménages en équipement automobile (+ 4,7 %) et en achat de véhicules en *leasing* (+ 8,7 % en volume, bien que tendanciellement en ralentissement). La dépense en loisirs et culture reste assez dynamique (+ 1,5 % en volume après + 1,6 % en 2017). ■

Définitions

Dans le système de comptabilité nationale, deux concepts de **consommation des ménages** sont distingués :

- la dépense de consommation finale des ménages qui recouvre les seules dépenses que les ménages supportent directement. Elle exclut ainsi les dépenses de consommation remboursées par la Sécurité sociale ou prises en charge par certaines allocations (par exemple logement) ;
- la consommation finale effective qui recouvre l'ensemble des biens et services consommés par les ménages, que ces derniers financent intégralement ou partiellement cette dépense.

Le **revenu disponible brut** des ménages correspond au revenu, après impôts et prestations sociales, que les ménages peuvent affecter à la consommation ou à l'épargne. Le **taux d'épargne des ménages** est le rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible.

Les **dépenses pré-engagées** désignent les dépenses réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2018. Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- Voir *fiche 1.2*.

Consommation et épargne des ménages 1.3

1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

en %

	Variations en volume au prix de l'année précédente						Coefficients budgétaires ¹
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018
Alimentation et boissons non alcoolisées	1,2	1,1	0,9	1,1	0,4	-0,7	13,3
<i>dont produits alimentaires</i>	1,2	1,1	0,7	1,1	0,2	-0,9	12,1
Boissons alcoolisées et tabac	-2,3	-2,1	1,3	0,0	-0,8	-3,8	3,8
Articles d'habillement et chaussures	-0,8	1,1	1,2	-0,5	1,4	-2,6	3,7
Logement ² , chauffage, éclairage	1,1	-1,2	1,1	1,4	0,7	1,4	26,6
Équipement du logement	-1,7	0,3	2,0	2,2	2,1	0,3	4,8
Santé (dépenses à la charge des ménages)	1,7	1,7	2,0	2,0	-1,3	1,1	4,0
Transports	-2,0	-0,5	2,3	4,0	3,6	1,6	14,3
Communications	14,5	4,9	3,9	0,0	2,9	2,8	2,4
Loisirs et culture	-1,7	1,5	1,3	1,6	1,6	1,5	8,0
<i>dont appareils électroniques et informatiques</i>	-3,0	2,7	0,8	3,8	-3,9	1,8	1,1
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	3,5	1,8	2,9	1,0	6,9	-0,2	0,5
Hôtels, cafés et restaurants	-1,2	1,6	0,8	2,0	5,3	4,3	7,7
Autres biens et services	1,8	1,7	1,7	-0,4	2,6	0,5	12,3
Dépenses de consommation finale des ménages	0,5	0,8	1,5	1,8	1,4	0,9	100,0
Dépenses de consommation financées par la collectivité³	1,4	2,1	1,4	1,9	1,6	0,8	///
ISBLSM ³	1,0	2,6	2,0	1,6	1,5	1,3	///
Administrations publiques ³	1,5	2,1	1,3	1,9	1,6	0,8	///
<i>dont : santé</i>	2,5	3,7	2,6	3,9	3,2	1,9	///
<i>éducation</i>	0,4	0,9	0,6	0,9	0,2	0,6	///
Consommation finale effective des ménages	0,7	1,1	1,4	1,8	1,4	0,9	///

/// : absence de résultat due à la nature des choses.

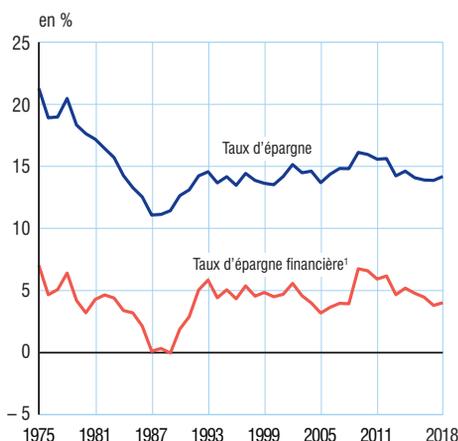
1. Le coefficient budgétaire représente la part de la dépense en valeur consacrée à un bien ou un service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) dans la dépense de consommation des ménages. Pour que la somme des coefficients budgétaires soit égale à 100, il faut y ajouter le poids de la correction territoriale (différence entre les achats à l'étranger des résidents et les achats en France des non-résidents) : -1,4 %.

2. Y compris les loyers dits « imputés ».

3. Les dépenses de consommation financées par la collectivité regroupent les dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM : unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages, comme les organisations caritatives, les clubs sportifs, etc.), ainsi que les dépenses des administrations publiques en biens et services individualisables.

Champ : France. Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

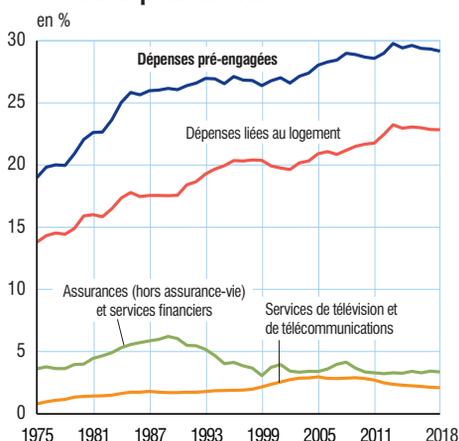
2. Taux d'épargne des ménages



1. L'épargne des ménages peut être utilisée soit pour l'investissement, soit pour des placements financiers ou des remboursements d'emprunt. La capacité de financement des ménages correspond au solde de l'épargne et de l'investissement. Le taux d'épargne financière est le rapport de la capacité de financement au revenu disponible. Pour plus de précisions, voir *annexe Glossaire*.

Champ : France. Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible brut



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.